

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 novembre 2022
(Convocation du 24 novembre 2022)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2022 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	3
• Voix	3
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	3
• Voix	3
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre



OBJET : Foncier - Convention d'autorisation de passage au profit de Monsieur Armand De Nabias sur le domaine privé de l'Institution Adour à Estirac

Exposé des motifs :

Dans le cadre de l'opération de restauration de l'espace de mobilité de l'Adour amont, l'Institution Adour s'est rendue propriétaire en janvier 2010 de plusieurs parcelles en bord d'Adour situées sur la commune d'Estirac (65), dont la parcelle cadastrée A 294.

Monsieur De Nabias, agriculteur exploitant à Estirac, disposant d'une autorisation de prélèvement d'eau dans l'Adour, irrigue depuis près de 40 ans ses parcelles riveraines de celles de l'Institution Adour depuis un point de pompage mobile en berge du fleuve et fait transiter l'eau nécessaire par une canalisation enterrée située en sous-sol de la parcelle A 294 à Estirac, propriété de l'Institution Adour.

À la demande du syndicat mixte Adour amont, suite à des échanges avec Monsieur De Nabias, il est sollicité auprès de l'Institution Adour l'établissement d'une convention avec ce dernier, permettant d'assoir l'usage de cette canalisation pour lui-même et les futurs exploitants (locataires) de ses parcelles.

Le syndicat mixte Adour amont a indiqué son accord pour l'établissement de cette convention, ainsi que celui de Monsieur De Nabias qui en a validé les termes.

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2125-1 et L.2221-1,

Vu le code civil et notamment ses articles 537 et 555,

Vu l'acte d'acquisition de la parcelle n° A 294 sise à Estirac (65700) en date du 21 janvier 2010,

Vu les statuts en vigueur de l'Institution Adour tels que validés par arrêté interpréfectoral en date du 21 septembre 2022,

Considérant la demande émanant du bénéficiaire sollicitant l'autorisation d'accès et d'utilisation de la parcelle section A numéro 294 sur la commune de Estirac (65700) transmise par le syndicat mixte Adour amont en date du 15 novembre 2022,

Considérant que la demande formulée par le bénéficiaire est compatible avec l'usage par le propriétaire de la parcelle précitée qui a prévalu à son acquisition,

Considérant que le syndicat mixte Adour amont est favorable à la délivrance de cette autorisation,

Considérant les termes proposés de la convention d'autorisation, préalablement validés par Monsieur De Nabias et par le syndicat mixte Adour amont,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'autoriser Monsieur Armand De Nabias à utiliser la parcelle référencée section A numéro 294 sise sur la commune d'Estirac (65700) et propriété de l'Institution Adour,
- d'approuver les termes de la convention de passage et d'utilisation ci-annexée et d'autoriser le président à la signer,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.



Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 30 novembre 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 06/12/2022

Reçu en préfecture le 06/12/2022



ID : 040-254002264-20221130-221130H1745H1-DE

CONVENTION

Autorisation de passage sur le domaine privé de l'Institution Adour sur la commune d'Estirac

Entre :

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°2022_B_63 en date du 30 novembre 2022,
ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

Monsieur Armand De Nabias, domicilié 4 route de l'Adour à Estirac (65700),
ci-après dénommé : le **bénéficiaire**

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2125-1 et L.2221-1,
Vu le code civil et notamment ses articles 537 et 555,
Vu les statuts en vigueur de l'Institution Adour tels que validés par arrêté interpréfectoral en date du 21 septembre 2022,
Vu la délibération n°2022_B_63 en date du 30 novembre 2022 de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,
Considérant la demande émanant du bénéficiaire sollicitant l'autorisation d'accès et d'utilisation de la parcelle section A numéro 294 sur la commune de Estirac (65700),
Considérant que la demande formulée par le bénéficiaire est compatible avec l'usage par le propriétaire de la parcelle précitée qui a prévalu à son acquisition,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI**Article 1. Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de passage et d'utilisation de la parcelle propriété de l'Institution Adour, en vue de permettre l'irrigation agricole des biens du bénéficiaire.

En effet, le bénéficiaire, qui dispose d'une autorisation de prélèvement dans l'Adour, irrigue depuis près de 40 ans ses parcelles depuis un point de pompage mobile en berge du fleuve et fait transiter l'eau nécessaire par une canalisation enterrée située en sous-sol de la parcelle propriété de l'Institution Adour.

A ce titre la présente convention précise les modalités d'usage de cette canalisation et du point de pompage lié par le bénéficiaire et ses ayants droits.

Article 2. Identification de la parcelle concernée

La parcelle propriété de l'Institution Adour concernée par la présente convention est la suivante :

Commune	Section	Numéro	Contenance (m ²)
Estirac	A	294	12 138



Article 3. Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature et pour une durée de 10 années.

Elle sera reconductible par reconduction expresse après sollicitation écrite du propriétaire.

Article 4. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Le propriétaire autorise le passage à pied et en véhicule sur la propriété objet de la convention ainsi que l'usage et l'entretien d'une canalisation enterrée à fin d'irrigation.

Cette autorisation est consentie uniquement aux représentants du bénéficiaire et des entreprises qui travaillent pour ledit bénéficiaire ; celui-ci s'engage par ailleurs à ne laisser stationner aucun véhicule ou obstacle quelconque qui puisse gêner ou entraver la circulation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter la propriété et prendra toutes précautions nécessaires pour ne pas endommager le terrain. En cas de dégradation, tous les frais d'entretien imputables aux actions du bénéficiaire seront à la charge de ce dernier après établissement d'un état contradictoire en présence d'un représentant du propriétaire.

En cas de travaux (amélioration ou réparation) à intervenir sur la canalisation au droit de la parcelle du propriétaire, le bénéficiaire s'engage à en informer le propriétaire au moins un mois avant le démarrage des travaux, sauf en cas de travaux d'urgence.

Le bénéficiaire s'engage en outre à retirer le matériel déposé (tuyaux, groupe de pompage, ...) en dehors des périodes d'irrigation ou sur demande ponctuelle et justifiée du propriétaire.

Article 5. Assurances

Le bénéficiaire atteste sur l'honneur qu'il est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches liées à l'exécution de la présente convention.

Le propriétaire ne peut être tenu responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions faisant l'objet de la convention.

Le bénéficiaire ne pourra être tenu responsable en cas d'accident qui surviendrait sur les lieux de ses interventions à des personnes extérieures à ses services.

La responsabilité du propriétaire ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.

Article 6. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties.

Article 7. Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.



Article 8. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 9. Contestations

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Fait en 2 exemplaires originaux.

À Mont-de-Marsan, le

Pour l'Institution Adour
le Président,

Paul CARRÈRE

Monsieur Armand DE NABIAS



